



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

*Service risques et installations classées de Paris
et des Hauts-de-Seine*
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 19/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PMC ISOCHEM

4 AV PHILIPPE LEBON
92230 Gennevilliers

Dossier : 31314
Code AIOT : 0006506294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2024 dans l'établissement PMC ISOCHEM implanté 4 AV PHILIPPE LEBON 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de PMC Isochem à Gennevilliers dans le cadre de la réalisation des opérations de contrôles inopinés des rejets aqueux du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMC ISOCHEM
- 4 AV PHILIPPE LEBON 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PMC ISOCHEM fabrique depuis 1973 des principes actifs dédiés à l'industrie pharmaceutique avec l'utilisation de solvants organiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	VLE des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article I condition 10	Sans objet
2	VLE des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article I condition 10-1-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les premiers résultats concernant les rejets aqueux sont conformes.

L'inspection des installations classées a également pu constater que l'exploitant dispose d'un plan de prévention, rempli préalablement à chaque intervention avec la société extérieure réalisant des travaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article I condition 10
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites à l'émission pour les rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>A l'exception du pH et de la température, les valeurs limites de rejet des différents polluants définies ci-après s'imposent à des échantillons prélevés sur une durée de 24 heures selon le cas proportionnellement au débit.</p> <p>Les valeurs limites de rejet concernant le pH et la température doivent être respectées en continu. La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C.</p> <p>[...]</p> <p>Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 si neutralisation alcaline).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que deux capteurs de température et pH sont présents au point de rejet n°1 et que les valeurs affichées sont conformes, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 8,32 pour le pH • 26,6 °C pour la température.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : VLE des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article I condition 10-1-1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites complémentaires de rejet au point n°1
Prescription contrôlée : Les débits maximum des effluents aqueux sont limités à : 9 litres/s 20 m ³ /h 300 m ³ /j
Constats : Les premiers résultats affichés par le débitmètre installé par le technicien du laboratoire mandaté indiquent des valeurs oscillant entre 0 litre/seconde et 1 litre/seconde.
Type de suites proposées : Sans suite